

[Accord à l'Opep+ sur une réduction sans précédent de la production de pétrole](#)

L'Usine Nouvelle, le 11/04/2020

Après quatre jours de négociations, les 23 pays de l'Opep+ ont finalisé le 12 avril un accord pour réduire de près de 15 millions de barils par jour (Mbj) la production mondiale de pétrole, en grave surplus depuis l'effondrement de la demande lié à la pandémie de Covid-19. Avec les coupes additionnelles des pays non membres de l'Opep+, ce sont près de 20 Mbj qui pourraient sortir du marché en mai et juin. De quoi faire rebondir les cours du pétrole.

Le monde du pétrole suivait depuis jeudi 9 avril à 16h les discussions en cours pour tenter de rééquilibrer le marché du pétrole, dont les prix se sont effondrés sous le coup d'une chute vertigineuse de la demande couplée à une guerre des prix rouverte le 6 mars après l'échec d'un premier round de négociations à l'Opep+. Après quatre jours et deux longues nuits de négociations pour convaincre le Mexique d'accepter les termes de l'accord, les pays producteurs se sont accordés le 12 avril sur une réduction historique de 9,7 millions de barils par jour sur les niveaux de production d'octobre 2018.

En comptant les engagements de réduction des pays producteurs n'appartenant pas au groupe des 23 signataires de l'accord Opep+, et en comparant les quotas alloués aux niveaux actuels de production (plus élevés qu'à fin 2018), ce sont au total près de 20 millions de barils qui devraient sortir du marché.

Une telenovela qui tenait le pétrole en haleine depuis le 9 avril

En fin d'après-midi, le 9 avril, démarrait la réunion en visioconférence de l'Opep +, réunissant les 13 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dont trois – l'Iran, le Venezuela et la Libye – sont exemptés de réduction compte tenu de leur faible production par rapport à leur capacité historique, et 10 pays partenaires dont le chef de file est la Russie, deuxième producteur mondial de pétrole derrière les Etats-Unis.

La réunion a démarré, vers 16 heures, sur une note d'espoir, suscité par l'engagement de l'Arabie saoudite et de la Russie en faveur de coupes drastiques (15 à 16 millions de barils par jour sur une production mondiale proche de 100 Mbj). Les deux chefs de file de l'Opep et du groupe de pays partenaires faisaient là un discret mea culpa, après avoir lancé, chacun à sa façon, la guerre des prix qui a fait s'effondrer les cours du pétrole au lendemain de la réunion de l'Opep+ le 6 mars. La Russie avait alors claqué la porte, et le niet russe provoqué l'ire de l'Arabie saoudite qui avait immédiatement promis d'inonder le monde de pétrole à bas prix. Ce qu'elle

a fait, en rehaussant sa production, d'un peu plus de 10 millions de barils en mars à plus de 12 début avril

En à peine deux heures, l'enthousiasme né de ce début de réunion encourageant a été tempéré par la réticence des plus petits producteurs, aux économies plus fragiles et sur lesquels l'impact d'une baisse de la rente pétrolière est trop important. L'espoir a tourné à la déception, lorsque dans la soirée les coupes proposées sont retombées à 10 Mbj (plus exactement, un quota de réduction de 23% de la production de chacun des membres de l'accord en octobre 2018). Les observateurs se remontaient le moral en soulignant combien cette réduction était historique, à plus de trois fois le volume soustrait du marché lors des accords précédents.

Le cliffhanger mexicain

L'inquiétude est montée, en fin de soirée, lorsque le Kazakhstan, Brunei et le Mexique ont contesté le choix du mois d'octobre 2018 comme période de référence, acceptée par presque tous les membres du groupe Opep+. Puis tout le monde y a cru, en fin de soirée, lorsque les ministres de l'énergie du Kazakhstan et de Brunei, après consultation de leurs gouvernements respectifs, ont rejoint les rangs de l'accord. A ce stade, on attendait le communiqué final de l'Opep+ annonçant des coupes sans précédent pour participer à rééquilibrer le marché pétrolier.

La nuit était bien avancée lorsque l'attente ensommeillée a laissé la place à la sidération. La ministre mexicaine de l'Énergie, Rocio Nahle, a quitté la table des négociations, rendant impossible la finalisation d'un accord. Mexico, refusant de réduire sa production de 400 000 barils, n'en concéderait que 100 000. Point final.

A l'aube, l'Opep+ préparait un communiqué mentionnant un accord pour réduire la production de ses membres de 10 Mbj en mai et juin, réduite à une baisse de 8 Mbj entre juillet et décembre puis à 6 Mbj en 2021. Ce communiqué ne sera jamais publié, mais remplacé par un communiqué sur un accord provisoire, suspendu à la participation du Mexique.

Un G20 pour rien

Le 10 avril au matin, après quelques heures de sommeil, les négociations reprenaient en amont du G20 Energie, qui devait réunir l'après-midi les ministres de l'Energie des 20 premières économies mondiales. Dont le Mexique. Après de multiples appels entre présidents qui ont mobilisé les téléphones rouges sur tous les continents ou presque, le G20 Energie s'ouvrait peu après 15 heures sur une proposition. Le Mexique ne réduirait effectivement sa production que de 100 000 barils par jour, les Etats-Unis prenant à leur charge

250 000 barils supplémentaires de réduction pour compenser. A charge de revanche. Une nouvelle fois, le monde du pétrole y a cru. Des coupes sans précédent allaient être annoncées...

Mais le président américain Donald Trump, en confirmant cet accord dévoilé par le Mexique, avait oublié un détail, qui n'en était pas un pour la Russie et l'Arabie saoudite. Ne disposant pas de compagnie nationale, les Etats-Unis n'ont aucun moyen d'imposer aux centaines de producteurs privés une quelconque baisse de production. Et ces producteurs privés, en participant ou en se faisant représenter à une discussion sur une réduction coordonnée de la production, contreviendraient à la sévère réglementation anticartel américaine. Plusieurs pays producteurs, dont l'Irak, faisaient valoir à nouveau que cet effort mondial de réduction de la production – et des revenus qui vont avec – ne pouvait se faire sans participation du premier producteur mondial de pétrole.

Un autre frein empêchait ce bricolage. L'Arabie saoudite, chef de file de l'Opep avec sa production de 12 millions de barils par jour, est intraitable sur l'égalité des taux de réduction. Sauf guerre ou embargo, les Etats membres doivent s'engager sur une base commune de baisse de production. C'est à cette condition que Riyad compense, souvent, les manquements des uns et des autres en réduisant sa propre production au-delà des quotas imposés. Pas de passe-droit, donc, pour le Mexique.

Bref, le G20 énergie du 10 avril est un échec, malgré une deuxième nuit sans sommeil pour tous les acteurs mondiaux du pétrole situés dans un mauvais fuseau horaire. La réunion se conclut sur un communiqué tiède, soulignant que les participants "s'engagent à s'assurer que le secteur de l'énergie continue à contribuer résolument à combattre le Covid-19 et à alimenter la reprise économique". Ils s'engagent également "à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'équilibre entre les intérêts des producteurs et les consommateurs, la sécurité de nos systèmes énergétiques et la fourniture ininterrompue d'énergie." De chiffres sur une réduction de production, point. En revanche, ils affirment "travailler ensemble pour développer des réponses politiques collaboratives, pour maintenir l'équilibre sur les marchés de toutes les sources d'énergie en tenant compte des circonstances particulières dans tous les pays." Un "groupe Focus court-terme" ouvert aux volontaires est formé, qui aura pour tâche de "monitorer les mesures de réponse".

L'Opep+ espère encore finaliser son accord le 12 avril

Si le G20 des ministres de l'énergie n'était pas le bon cadre, nombre de pays producteurs restent convaincus, le 11 avril, de l'urgence de prendre des mesures

pour éviter que le pétrole ne vaille vraiment plus rien. Signe que les négociations continuent, la compagnie nationale saoudienne Aramco a suspendu la publication du prix officiel de son pétrole pour le mois de mai, qui n'est toujours pas disponible le 12 avril. Celui-ci sera plus élevé en cas d'accord que si perdure la guerre des prix.

Dans la journée, l'Opep+ essaie encore de convaincre le Mexique de valider sa proposition d'accord. Les réductions seraient de 23% sur une production de référence fixée à octobre 2018, sauf pour l'Arabie saoudite et la Russie dont la base serait lissée à 11 Mbj. Les deux pays ne produiraient plus, en mai et juin, que 8,492 Mbj. Mais l'accord reste bloqué par les 300 000 barils auxquels le Mexique, deuxième producteur du groupe Opep+ derrière la Russie avec 1,753 Mbj, refuse de renoncer.

Pourquoi le Mexique résiste autant ?

Plusieurs commentaires évoquent une couverture adroite des ventes de Pemex, la compagnie nationale mexicaine, sur les marchés. Vendant une partie de son pétrole à 49 dollars le baril, le pays d'Amérique centrale souffrirait moins que d'autres, pour l'instant, de la chute des cours. Mais aucune compagnie ne couvre l'ensemble de sa production. Selon Bloomberg, la stratégie de hedging de Pemex serait doublée, au niveau de l'Etat, d'un important investissement public dans des options "put" à Wall Street. Une sorte d'assurance au coût élevé, qui lui permet de déclencher des droits de vente de son pétrole bien au-dessus du prix de marché, et de protéger ainsi l'équilibre de son budget. Plus prosaïquement, le Mexique essaie actuellement de relancer sa production, qui a décliné de plus d'un tiers depuis le début des années 2000. Et s'il voudrait soutenir, même modestement, l'accord Opep+, c'est parce que 30% de sa production n'est plus rentable en-dessous de 35 dollars le baril de Brent, affirme Welligence Energy Analytics.

Des coupes additionnelles chez les producteurs non Opep+

Le 12 avril à 19 heures, les 23 pays de l'Opep+ se sont réunis pour la seconde fois en quatre jours par visioconférence. « [Si nous ne finalisons pas cet accord], les marchés vont réagir avec férocité à la baisse, à leur réouverture lundi. Nous assisterons alors à un chaos incontrôlable", a prévenu le secrétaire général de l'Opep Mohammad Barkindo en ouvrant la séance.

Lors de cette session de la dernière chance avant la réouverture des marchés, les 23 partenaires se sont effectivement mis d'accord sur une réduction de 23% sur leurs niveaux de production d'octobre 2018 (soit 9,7 Mbj de coupes sur ce mois de référence), à quelques exceptions près. L'Arabie saoudite et de la Russie voient leur base fixée à 11 Mbj, le Mexique ne réduira effectivement sa production que de 100

000 barils par jour, et l'Iran, le Venezuela et la Libye restent exemptés. Selon des sources citant le ministre iranien du Pétrole, des coupes volontaires de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et du Koweït viendraient compléter l'effort pour 2 Mbj. Au 1er mai et jusqu'à fin juin, c'est un total de 14,5 Mbj (par rapport aux niveaux de production de début avril) qui seront retirés du marché par l'Opep+.

Les baisses de production - volontaires ou involontaires - évoquées par le Brésil, le Canada et les Etats-Unis totalisent actuellement 3,7 Mbj. D'autres pays producteurs, dont la Norvège et les pays de Association des producteurs de pétrole africains (APPO), planchent également sur des propositions de réduction de leur production une fois l'accord Opep+ signé. "Les détails des coupes de production seront transmis au secrétariat de l'Opep dès que possible", précise le ministre du Pétrole du Niger, Foumakoye Gado, président du Conseil des ministres de l'APPO, dans un courrier le 11 avril.

Au total, ce sont environ 20 millions de barils de pétrole qui pourraient rester sous terre chaque jour durant les deux prochains mois. De quoi apaiser un peu les craintes du secteur et faire remonter les cours.

[Pétrole : réaction mitigée après l'accord historique](#)

Boursier.com, le 14/04/2020

Les analystes s'interrogent sur l'ampleur des coupes de production auxquelles les pays producteurs se sont engagés en signant dimanche un accord qualifié d'"historique". Ils craignent que ces efforts ne suffisent pas face au plongeon de la demande.

Sur les marchés pétroliers, les cours ont réagi avec volatilité lundi, à l'annonce, la veille au soir, d'un accord qualifié d'"historique" entre l'Opep et d'autres pays producteurs, dont la Russie, les Etats-Unis et le Canada, pour réduire la production mondiale.

Lundi soir, le cours du baril de brut léger américain **WTI** a cédé 1,5% en clôture, à 22,41\$ pour le contrat à terme de mai sur le Nymex, après avoir bondi de 8,7% en début de séance... Le **Brent** de la mer du Nord a fini en hausse de 0,8% à 31,74\$ pour le contrat à terme de juin lundi soir, après un bond de 8% en début de journée. Les cours des deux variétés de pétrole ont abandonné respectivement 63% (WTI) et 52% (Brent) depuis le début de l'année, plombés par la guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie, puis par l'effondrement de la demande face à la

pandémie de Covid-19.

L'accord conclu dimanche soir stipule que **l'Opep+ va réduire sa production de 9,7 millions de barils par jour par rapport à son niveau de production d'octobre 2018**. Par ailleurs, trois autres pays, **les Etats-Unis, le Brésil et la Canada, vont contribuer à l'effort pour 3,7 mbj supplémentaires**.

Mais dans la mesure où la production actuelle de l'Opep+ est supérieure à celle à la date de référence d'octobre 2018, c'est un total de 14,5 Mbj (par rapport aux niveaux de production de début avril) qui seront retirés du marché par l'Opep+, selon des sources proches des négociations. Ainsi, selon des sources citées par l'agence 'Reuters', ce sont près de 20 millions de barils qui devraient sortir du marché pendant les mois de mai et juin, ce qui correspond à environ 20% de la demande mondiale avant la pandémie de Covid-19.

Donald Trump a lui aussi cité le chiffre effectif proche de 20 millions de barils par jour dans un tweet publié lundi.

Il reste que les experts doutent de l'efficacité de l'accord à soutenir durablement les cours, notamment parce que la demande mondiale a chuté encore davantage, de l'ordre de 30% à 35% en raison des mesures de confinements prises pour freiner la propagation de l'épidémie de Covid-19 dans le monde.

[Pétrole : pourquoi l'accord sur la production ne suffit pas](#)

Capital, le 14/04/2020

Pour notre chroniqueur Alain Corbani, gérant chez Finance SA, l'accord signé entre les pays exportateurs d'or noir aurait dû aller plus loin... et plus vite. L'amélioration de la situation sanitaire est désormais la condition sine qua non pour un rebond du prix du baril.

L'accord trouvé dimanche ou plutôt le patchwork d'accords trouvés entre le jeudi 9 avril et ce dimanche 12 avril dans le but de réduire la production de pétrole est la démonstration de la fragilité de l'équilibre trouvé entre l'OPEP+, les Etats-Unis, le Canada et le Brésil. Le résultat n'est pas très convaincant puisque les 9,7 millions de barils de coupe sur lesquels l'OPEP+ s'est accordée ne s'appliquent qu'à partir du 1er mai et sur une période de deux mois. Pour la période suivante de six mois, (du 1er juillet 2020 au 31 décembre 2020), l'ajustement total convenu passe à 7,7 millions de barils puis à 5,8 millions de barils pendant seize mois. Le communiqué publié conjointement par l'Arabie

Saoudite et la Russie stipule d'autre part que cet accord est valable jusqu'au 30 avril 2022. La base de calcul pour les ajustements est la production pétrolière du mois d'octobre 2018, à l'exception du Royaume d'Arabie Saoudite et de la Fédération de Russie, tous deux ayant le même niveau de référence de 11 millions de barils par jour.

De nombreuses zones d'ombre concernant les Etats-Unis et le Canada viennent réduire la visibilité à court terme de cet accord global car s'ils se sont engagés à réduire leurs productions de plus de trois millions de barils, le mystère reste entier sur la forme et la durée nécessaires qui leur permettraient d'atteindre ces objectifs. Cet exercice de quantification de la baisse de la production nord-américaine s'entend donc, sans précisions supplémentaires, comme le résultat d'une adaptation naturelle de la production marginale au nouveau prix de marché (en l'occurrence plus bas).

Certains analystes ont qualifié cet accord de "trop timide et trop tardif", d'autres l'ont décrit comme "manquant de clarté » ; certains l'ont qualifié "d'historique". Il est à notre avis, en effet, tout cela à la fois, mais sa longue et pénible gestation et **les volte-face saoudiens** ont terni sa crédibilité. En effet, comment ne pas penser que cette volatilité extrême de ce dernier mois aurait pu être évitée ou tout au moins amoindrie sans la décision unilatérale de l'Arabie Saoudite d'augmenter sa production de 35% au mois de mars. C'est cette inutile guerre des prix qui a fait chuter le prix du baril de pétrole de 29% en deux semaines, lui-même déjà en baisse de 40% (entre le 20 février 2020 et le 12 mars 2020) en réponse à la crise économique provoquée par l'épidémie globale du coronavirus.

Le prix du baril a rebondi de **son plus bas niveau touché le 1er avril 2020 (\$25)** sur l'annonce des pourparlers en vue de réduire la production et des progrès réalisés dans la lutte contre le covid 19. Il n'a pas rebondi à l'annonce de l'accord conclu ce week-end. C'est la preuve que cet accord ne fait que ramener les pendules à zéro. Seule la validation d'une amélioration de la crise sanitaire mondiale, entraînant avec elle le redémarrage des économies, aidée certes par le maintien de la discipline de production de pétrole, permettra au prix du baril de s'apprécier. C'est une simple question de temps.

[Le pétrole de schiste réduit la voilure aux Etats-Unis](#)

Les Echos, le 09/04/2020

Le nombre de puits de forage pourrait être divisé par trois, selon Rystad Energy, et l'un des régulateurs du Texas table sur une réduction naturelle de 4 millions de barils par jour aux Etats-Unis dans les trois mois. Selon une étude publiée fin mars par la Réserve fédérale de Dallas, les producteurs de pétrole de schiste ont besoin d'un cours du baril de WTI entre 23 et 30 dollars pour couvrir leurs dépenses d'exploitation.

30 dollars le baril de WTI pour couvrir leurs dépenses d'exploitation. (Jacob Ford/AP/

« Les banques exigent que nous arrêtons de forer pour rembourser notre dette, même si nous respectons les termes de notre accord de crédit. Nous allons probablement arrêter le mois prochain, payer une pénalité de résiliation anticipée à notre entrepreneur de forage, et liquider les couvertures excédentaires pour rembourser la dette. Nous sommes maintenant en mode de survie ». Ce témoignage, recueilli par la Réserve fédérale de Dallas (Texas) dans l'étude sur l'énergie qu'elle vient de publier fin mars, illustre les difficultés d'un secteur pétrolier sous le double choc d'une guerre des prix et d'un effondrement de la demande.

Au Texas ou dans le Dakota du Nord, les producteurs américains ont déjà réduit leur production de pétrole de 0,6 million de barils par jour la semaine dernière par rapport à la précédente, à 12,4 millions, selon les chiffres de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) publiés mercredi. « D'un pic d'environ 620 puits de forage à la mi-mars 2020, leur nombre devrait tomber en chute libre jusqu'à, potentiellement, un plancher d'environ 200 puits », estime Rystad Energy. Une chute beaucoup plus brutale que lors des crises précédentes. « L'essentiel de la baisse prévue se produira déjà à la fin du mois d'avril », prévoit le cabinet.

Dépenses d'exploitation

Selon une étude publiée fin mars par la Réserve fédérale de Dallas, les producteurs de pétrole de schiste ont besoin, selon les régions, d'un cours entre 23 et 30 dollars le baril de WTI pour couvrir leurs dépenses d'exploitation - il cotait 25 dollars mercredi. Pour forer un nouveau puits, il faut même autour de 50 dollars, indique l'étude. « Les Etats-Unis réduiront d'au moins 4 millions de barils par jour dans les trois prochains mois de manière organique », a estimé sur Twitter Ryan Sitton, commissaire de la Texas Railroad Commission, l'un des

régulateurs du secteur qui a étudié l'hypothèse d'un écrêtement de la production.

Rester solvable

La plupart des producteurs sont bien couverts contre les cours bas mais ils sont aussi lourdement endettés. Avec un baril à 40 dollars, 40 % des 137 producteurs sondés par la Réserve fédérale de Dallas mi-mars estimaient que leur entreprise pourrait rester solvable au plus deux ans. « Bien que le secteur du pétrole et du gaz n'ait enregistré que deux défauts depuis le début de 2020 (contre 17 et 20 en 2018 et 2019), on s'attend à ce que ce nombre augmente », indique une étude récente de S & P Global Ratings.

À nouveau importateurs nets

A ce stade, le plan de sauvetage de l'économie américaine ne prévoit pas de dispositif spécifique pour le secteur, mais il « est éligible au programme de prêts de la Fed, eux-mêmes garantis par le Trésor », notent les économistes d'Oddo. « L'idéal serait de combiner un large soutien financier et l'assainissement de toute la filière (multiplicité d'acteurs), mais dans l'urgence, c'est difficile à réaliser », estiment-ils. L'EIA prévoit que les Etats-Unis, devenus exportateurs nets de pétrole en septembre l'an dernier, redeviendront importateurs nets au troisième trimestre cette année, et le resteront jusqu'à fin 2021. En février, les Etats-Unis étaient encore exportateurs de 1,79 million de barils par jour, pour le sixième mois consécutif. L'agence prévoit désormais un équilibre en moyenne cette année, mais un déficit à hauteur de 1,4 million de barils en moyenne aux Etats-Unis l'an prochain.

[Editorial : après la crise, sortir de notre addiction au pétrole](#)

Le Monde, le 08/04/2020

Editorial du « Monde ». Un autre séisme se joue derrière la crise sanitaire mondiale provoquée par la pandémie de Covid-19 : depuis le début du mois de mars, un contre-choc pétrolier menace de déstabiliser l'économie mondiale. La chute de la demande pétrolière causée dans un premier temps par le ralentissement de l'activité en Chine, puis par la généralisation du confinement de plus de la moitié de la population mondiale, est historique.

La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'une violente guerre des prix menée par la Russie et l'Arabie saoudite pour contester le récent leadership des Etats-Unis dans la production de l'or noir. La réunion de l'OPEP et de la Russie, qui se tient jeudi 9 avril, permettra peut-être d'apaiser les

tensions entre les trois grands producteurs mondiaux. Mais cette crise va laisser des traces.

D'abord, la baisse de la demande risque d'être durable. Les contraintes du confinement vont lourdement peser sur le transport mondial, bien au-delà de la levée progressive des mesures de restriction de déplacement : personne n'imagine à court terme un retour à la normale du trafic aérien, encore moins une explosion des échanges internationaux. Si la pandémie peut être contenue, tant qu'un vaccin n'aura pas été mis au point, le virus risque de ressurgir périodiquement, ce qui pèsera sur le rythme des échanges. L'expérience forcée de la généralisation du télétravail devrait aussi contribuer à relativiser le caractère indispensable de bon nombre de déplacements.

Le leurre des prix bas

Surtout, la brutalité de la crise à venir va peser lourdement sur l'activité économique et diminuer mécaniquement la demande en pétrole. En 2008, après la crise financière, cette baisse avait été temporaire. Mais les enjeux sont cette fois-ci différents. Les engagements pris par les Etats dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat avaient engagé la réflexion sur une diminution de la consommation de pétrole. Cette crise doit inciter à passer enfin de la théorie à la pratique.

Les prix bas du marché pétrolier ne doivent pas être une tentation pour abandonner les efforts engagés afin de limiter les effets du changement climatique, comme l'a justement souligné l'Agence internationale de l'énergie. Ils sont au contraire un leurre : ils font croire à l'abondance de pétrole, alors que les découvertes sont au plus bas et que seul le pétrole non conventionnel, comme les sables bitumineux au Canada ou les pétroles de schiste américains, est en croissance, avec des coûts faramineux, qui ne sont désormais plus soutenables pour les producteurs.

L'Europe peut trouver dans cette crise une occasion majeure : en réduisant fortement sa consommation de pétrole, elle peut à la fois limiter drastiquement ses émissions de CO₂ et se libérer de sa dépendance vis-à-vis des Etats producteurs. Le comportement brutal et égoïste des dirigeants des trois principaux producteurs, les Etats-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite, pourrait alors se retourner contre eux.

Cette transition est d'autant plus souhaitable que les pays européens ont les moyens industriels et politiques de la mettre en œuvre. Pour cela, l'Union

européenne doit être plus offensive afin de rebâtir sa souveraineté dans les énergies renouvelables et développer les modes de transport et les infrastructures pour accompagner ce mouvement. Ce projet devra être au cœur du gigantesque plan de relance qui sera nécessaire afin de sortir de cette crise. C'est une occasion historique pour mettre fin à notre addiction au pétrole.

La seconde révolution électrique

La Tribune, le 14/04/2020

Est-ce que tout va changer après l'attaque du nouveau virus ? Il faut d'abord l'apprivoiser et comprendre comment la foule humaine et le dépeuplement de la nature en enverront de nouveaux. Reconnaître que notre sécurité collective, comme les maillons d'une chaîne, dépend aussi des moyens de pays démunis qu'il faut aider. La recherche scientifique restant une entreprise mondiale, la mise au point d'un vaccin est probable, la pandémie surmontée soulignant à la fois la fragilité de nos sociétés et leur capacité de rebond. Il faudra ensuite décider si nous aurons vécu une parenthèse ou un avertissement. Les Etats corrigeront les imprudences d'économies trop impatientes ou trop ouvertes, mais auront-ils la détermination de résister à une relance nourrie de pétrole bon marché et aux sirènes du repli souverain ? Parce que le dérèglement climatique met l'humanité à plus rude épreuve encore, imposant la nécessité paradoxale d'une résilience autonome et d'une solidarité mondiale toutes deux renforcées.

S'il est encore tôt pour apprécier l'état d'un monde où l'élection américaine sera l'événement important, nous avons avec l'Union européenne l'aboutissement toujours inachevé de l'expérience politique la plus audacieuse de l'Après-Guerre : un effort de supranationalité qui, cependant, n'inclut pas la politique de santé, ni celle de l'énergie, mais bien celle du développement soutenable. Les déboires de l'Union me rappellent ceux de la IV^e République avant le 13-Mai. L'installation d'un exécutif fort fut une véritable délivrance. Je suis un Européen humilié par la faiblesse et les cafouillages de l'Europe, mais j'espère toujours. Est-ce que Madame von der Leyen, appuyée par le Conseil et le Parlement pourra s'imposer et piloter un Pacte vert placé sur de bons rails ?

Car il est temps de prendre exemple sur les fondateurs. Comme à l'époque de la CECA, l'énergie est au cœur du développement des sociétés. Elle délivre le bien-être et permet l'action. Mais elle dérègle le climat quand elle est portée par les combustibles fossiles qui sont nocifs pour l'atmosphère et qui coûtent cher aux budgets. Il faut donc décarboner. La forme de l'énergie décarbonée qui déjà

éclairer, refroidir, digitaliser et demain fera rouler les voitures, après-demain fournira de l'hydrogène à partir de l'eau, celle dont la présence est cruciale dans les hôpitaux, celle qui est produite sur notre sol et qui devrait répondre à la moitié des besoins de l'Europe en 2050, c'est l'électricité dès lors qu'elle provient de sources renouvelables ou nucléaire. L'autre moitié ce sont toutes les formes de chaleur renouvelables : solaire thermique, pompes à chaleur, géothermie, biomasse, gaz vert, etc. Le Pacte vert, ce doit être la seconde révolution électrique !

Il y a trop à imaginer pour décrire en peu de mots comment sortir de la contraction des économies en évitant de tomber de Charybde (sanitaire) en Scylla (climatique). Je me contenterai donc d'efforts modestes pour bien commencer : souligner la nécessité centrale de l'électrification dans la future loi climat européenne. Contribuer à la mobilité électrique en multipliant l'installation de bornes de recharge, en veillant à produire des batteries en Europe et en prévoyant leur recyclage. Réduire les émissions des bâtiments en donnant priorité à la diminution du CO2 dans la réglementation, développer les pompes à chaleur et les systèmes de gestion active de l'énergie. Travailler avec les entreprises et les collectivités pour rapatrier et moderniser grâce à l'électricité notre appareil industriel.

Au-delà de ces travaux immédiats, il faut sans doute aider la génération de Greta Thunberg à réaliser deux tâches essentielles : 1) unir l'économie et l'écologie avec une métrique commune pour que la première ne s'engraisse pas au détriment de la seconde ; 2) instituer les linéaments d'une gouvernance mondiale des équilibres de la biosphère. Quelle est l'alternative politique du siècle ? Chacun pour soi ou coopération. Nous flotterons ou coulerons dans le même bateau. Choisissons.